

Avec le grand débat lancé par le gouvernement, l'idée de faire contribuer davantage les Français les plus aisés revient sur le devant de la scène.

Reste à les identifier. Aucune définition statistique ne fixe un niveau de revenu ou de patrimoine délimitant la fin de la classe moyenne et le début des « riches ».

Pour Alain Touraine, la relation particulière des Français au pouvoir de l'argent s'enracine dans un vieux fonds de défiance catholique.

# Le riche, c'est toujours l'autre

Aucune définition statistique ne fixe un niveau de revenu ou de patrimoine délimitant la fin de la classe moyenne et le début des « riches ». Cette frontière poreuse crée des confusions.

Avec le grand débat lancé par le gouvernement, l'idée de faire contribuer davantage les Français les plus aisés revient sur le devant de la scène. Reste encore à identifier ceux-ci. A priori, rien de très compliqué : il suffit de feuilleter la presse financière ou les magazines de millionnaires. Or, délimiter précisément le champ de ceux qui pourraient être qualifiés de riches s'avère bien plus ardu.

L'Insee, qui scrute les Français sous toutes les coutures, reconnaît être un peu démuni. Aucune définition ne permet de fixer de façon incontestable le moment où un individu quitte la table de la classe moyenne supérieure pour s'installer au banquet des riches. « Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté existent depuis longtemps. Elles ont besoin d'indicateurs statistiques. C'est très différent pour la richesse », explique Julie Labarthe, cheffe de la division revenus et patrimoine des ménages.

Si le « riche » reste une espèce inconnue des statisticiens, d'autres tentatives de définitions sont toutefois possibles. Au sens très large, la catégorie pourrait regrouper tous ceux qui disposent pour vivre d'un revenu supérieur à la moitié de la population. Ils sont « riches » puisqu'ils ne sont pas pauvres. Dans ce cas, le couperet

tombe vite, le niveau de vie (1) médian pour un célibataire étant d'à peine 1 700 € par mois.

Une autre méthode souvent utilisée consiste à découper la population en dix tranches – les déciles – en fonction de leur niveau de vie. Les riches seraient alors les ménages des deux derniers déciles, ceux disposant de plus de 2 500 € par mois pour une personne seule. La limite paraissant bien basse, beaucoup d'économistes ne font basculer du côté

**L'héritage reçu pourrait représenter plus d'un quart du revenu des Français en 2050, contre moins d'un cinquième actuellement.**

des riches que le dernier décile, portant alors la barre à un peu plus de 3 000 € pour un célibataire, 6 500 € pour un couple avec deux jeunes enfants.

Avec ce critère, la France compterait 3,7 millions de ménages riches, soit plus de six millions de personnes. Un nombre beaucoup trop élevé, juge Alexandre Mirlicourtois, du cabinet d'études économiques Xerfi : « Qui peut croire que l'on est riche avec 3 000 € si l'on paye un loyer parisien ? Le dernier décile regroupe cadres moyens et patrons du CAC 40. Les riches se

situent en réalité parmi les 1 % les plus favorisés. »

C'est d'ailleurs sur cette catégorie, qualifiée de « très hauts revenus », que l'Insee avait braqué les projecteurs dans sa dernière étude sur les finances des Français. On y gagne plus de 106 000 € par an, soit près de 8 800 € par mois, soit encore sept fois plus que la moyenne des Français.

C'est aussi dans cette catégorie que l'on retrouve les plus gros patrimoines, autre indicateur clé de la richesse. En 2010, la richesse patrimoniale nette (hors endettement) moyenne des 1 % les plus riches était de près de 4,2 millions d'euros, contre 229 300 pour la moyenne des Français, selon la Banque de France.

Un chiffre d'autant plus important que porté par la flambée des prix de l'immobilier, le patrimoine des Français croît depuis une vingtaine d'années nettement plus vite que leurs revenus. Résultat, leur richesse patrimoniale est « beaucoup plus concentrée que les revenus », souligne la banque centrale : l'indice de Gini, qui mesure les inégalités, est de 0,66 pour les patrimoines, contre 0,38 pour les revenus (2).

C'est d'autant plus important que la transmission du patrimoine a des conséquences de plus en plus fortes sur la reproduction sociale : l'héritage reçu pourrait représenter plus d'un quart du revenu des Français en 2050, contre moins d'un cinquième actuellement et moins d'un dixième en 1980, selon une étude de France Stratégie en janvier 2017.

Réservé le terme de « riche » aux seuls 1 % disposant des plus



## repères

### Les mesures ciblant les plus aisés

Plusieurs dispositifs sociaux ou fiscaux ont déjà fixé des seuils ou des plafonds visant explicitement les ménages aisés.

**L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu l'impôt sur la fortune immobilière (IFI).** L'ISF touchait les patrimoines supérieurs à 800 000 €, un seuil relevé en 2011 à 1,3 million (sans tenir compte des biens professionnels ni des œuvres d'art). L'IFI a repris les mêmes caractéristiques mais en ne comptabilisant que l'immobilier.

### Allocations familiales.

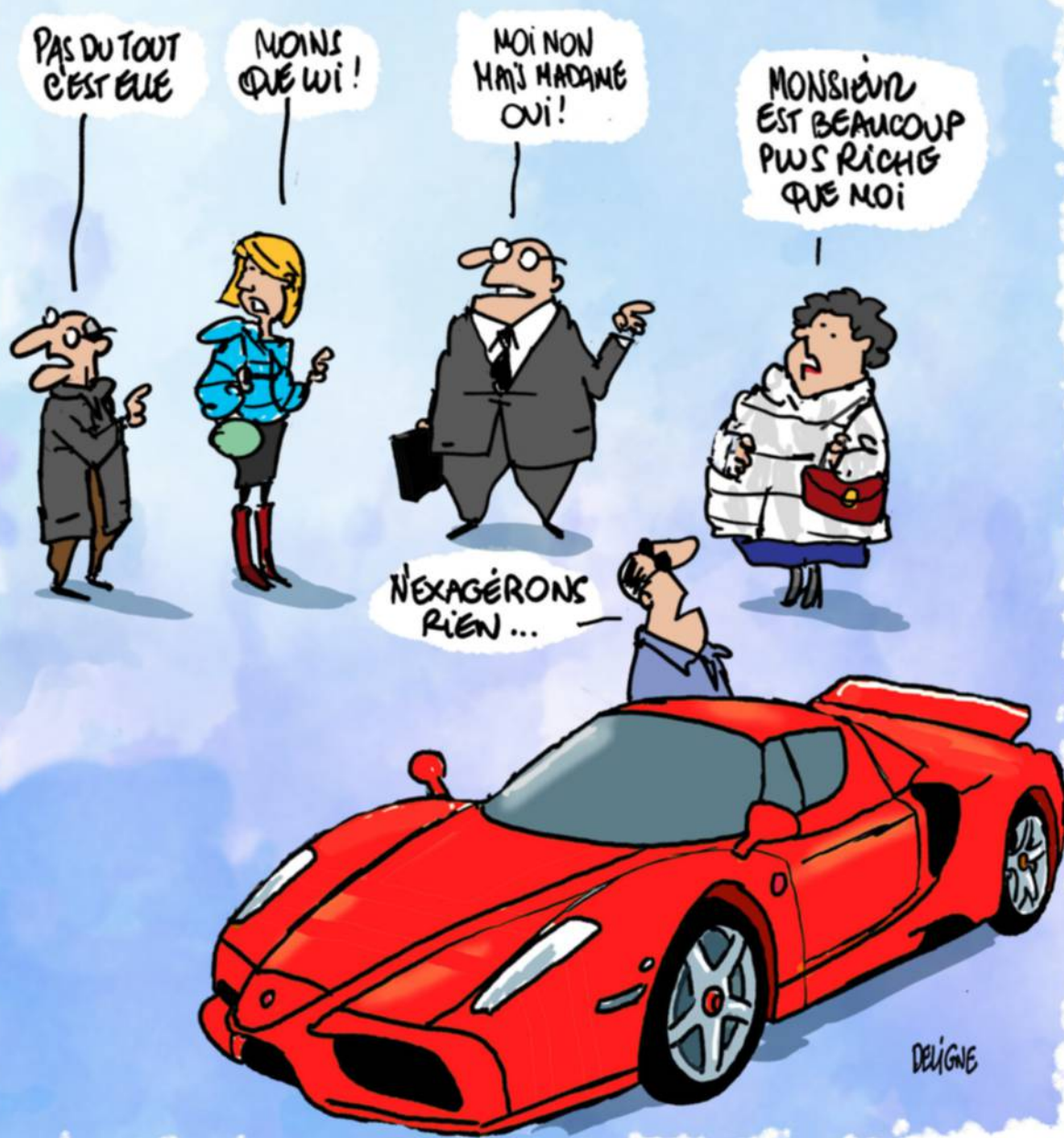
Depuis 2015, un ménage avec deux enfants ne perçoit plus que la moitié de ses allocations lorsque son revenu atteint environ 6 000 € par mois. À partir de 8 000 €, la prestation est divisée par quatre.

### Impôt sur le revenu.

La dernière tranche d'impôt sur le revenu taxe à 41 % les revenus dépassant 156 245 € pour un célibataire. Depuis 2011, une « contribution exceptionnelle sur les hauts revenus », dite « surtaxe Fillon », impose un prélèvement supplémentaire de 3 puis 4 % sur les revenus supérieurs à 250 000 et 500 000 €.

gros revenus et/ou patrimoine paraît donc tentant. Leur demander davantage d'efforts fait d'ailleurs à peu près consensus. « Trop facile, rétorque Louis Morin, directeur de l'Observatoire des

inégalités. Cela revient à repasser le mistigri de la solidarité à un nombre très réduit de personnes. Or, ce n'est pas en s'adressant seulement à quelques foyers très fortunés que l'on va régler les problèmes. » ●●●



●●● Ce flou persistant n'est pas sans conséquence sur le débat politique. « À chaque fois qu'on dit qu'on va demander un effort aux plus aisés, les gens pensent que cela ne va concerner que les revenus extrêmement élevés, relève Pierre Madec, économiste à l'OFCE. Puis, lorsque la mesure s'applique, ils s'aperçoivent avec surprise que cela concerne en fait beaucoup plus de monde. »

La dernière période a ainsi vu grimper la CSG sur les pensions de retraite à partir de 1 200 €, avant que le gouvernement ne remonte le seuil à 2 000 €. La suppression de la taxe d'habitation ne concerne pour le moment que les ménages disposant de revenus inférieurs à 2 500 € par mois. « Des gens qui figurent statistiquement parmi la moitié des Français les plus aisés. Loin d'être vraiment riches, analyse Henri Sterdyniak, cofondateur des Économistes atterrés. D'où les crispations. »

Très rares sont en effet les Français qui se sentent riches. En 2011, l'Insee avait ainsi procédé à une enquête d'auto-positionnement. Les sondés devaient dire s'ils estimaient faire partie du tiers de

« Beaucoup de gens ne voient pas, ou ne veulent pas voir, qu'ils vivent objectivement mieux que le reste du pays. »

la population qui vit le mieux, le moins bien, ou entre les deux. Parmi les Français du tiers le plus aisé, à peine un sur quatre se classait dans la bonne catégorie. À l'inverse, sept sur dix assuraient appartenir à la catégorie moyenne. Et près d'un sur dix se positionnait même parmi les plus pauvres.

Tous les sondages convergent. Interrogés par l'Ifop en 2013, ceux qui vivaient dans un ménage avec moins de 1 200 € par mois estimaient ainsi que les riches étaient ceux qui bénéficiaient de plus de 4 800 € par mois. Que nenni, répliquaient les ménages gagnant à peu près ce montant. Ils pla-

çaient la barre aux alentours de 9 700 €...

« Beaucoup de gens ne voient pas, ou ne veulent pas voir, qu'ils vivent objectivement mieux que le reste du pays », insiste Louis Morin. « Un cadre qui touche 4 000 € par mois quand son patron gagne 10 000 € aura le sentiment que le seul riche, c'est le patron. Il oublie que l'ouvrier gagne 1 200 € », ajoute Henri Sterdyniak.

Pour les Français, le riche c'est toujours l'autre. Une singularité nationale, loin des mœurs américaines où certains n'hésitent pas à surestimer leur patrimoine pour mieux figurer dans les classements des magazines économiques. Une pratique qu'affectionnait Donald Trump, a révélé la semaine dernière son ex-avocat dans son témoignage devant le Congrès.

**Mathieu Castagnet**

(1) Le niveau de vie tient compte des ressources et de la composition du foyer.

(2) L'indice de Gini vaudrait 0 en cas d'égalité de revenu ou de patrimoine entre tous les ménages et 1 dans le cas où un seul ménage toucherait l'ensemble des revenus ou détiendrait la totalité du patrimoine.

## entretien

# « Le mot riche appartient au monde antimoderne »

Alain Touraine

Sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (1)

— Pour le spécialiste des mouvements sociaux, la relation particulière des Français au pouvoir de l'argent s'enracine dans un vieux fonds de défiance religieuse.



Photo : Bruno Coutier/AFP

**La défiance à l'égard des riches est-elle une caractéristique de la sociologie française ?**

**Alain Touraine :** Non, je ne pense pas. Qu'un industriel talentueux, qu'un savant reconnu, qu'une personne qui a travaillé dur toute sa vie, gagne de l'argent est respectable et respecté. Ce qui entraîne des jugements négatifs, c'est que le mot *riche* ne dit rien sur l'origine de la richesse, mais évoque plutôt le pouvoir que l'argent confère et la condamnation qui va avec.

Cela renvoie à la vieille tradition chrétienne occidentale qui s'enracine dans l'Évangile : « Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. »

Dans la conception chrétienne, l'homme doit se consacrer à gagner son salut. S'il s'occupe de gagner de l'argent, c'est mauvais signe car il ne fait pas ce que le Seigneur attend de lui. Autrement dit, le mot *riche* est chargé de connotations négatives parce qu'il fait partie d'un vocabulaire prémoderne ou antimoderne, dans un monde commandé par des valeurs religieuses.

**La Révolution française et la passion égalitariste, qui irrigue l'inconscient collectif national, jouent-elles également un rôle ?**

**A. T. :** Je me méfie de cette interprétation car, que je sache, la Révolution française a été le fait de bourgeois qui se sont enrichis, notamment au détriment de l'aristocratie et du clergé. Je ne porterai pas au crédit de la Révolution française des valeurs de type économique, mais plutôt la notion de droit.

Ce que les députés du tiers état contestent, en déclarant par le serment du Jeu de paume, qu'ils sont réunis par la volonté du peuple, c'est le vieil ordre monarchique, la hiérarchie fondée sur les « ordres ». Pour moi, la Révolution française, c'est d'abord la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

**Cette méfiance à l'égard des riches n'est-elle pas renforcée aujourd'hui par les dérives de l'économie libérale ?**

**A. T. :** Si l'on regarde l'évolution économique des principaux pays occidentaux de 1945 à aujourd'hui, on est frappé par la violence du retournement qui s'opère au milieu de cette période avec la montée des inégalités. La France a réussi à contenir les inégalités de revenus grâce à un système de redistribution, mais n'a pas échappé à une forte augmentation des inégalités de patrimoine, en particulier au niveau de l'immobilier.

Une grande partie des problèmes actuels vient de là : les gilets jaunes font partie de ces catégories populaires et moyennes chassées des grandes villes à cause de l'augmentation des loyers et qui doivent compter sur la voiture pour trouver du travail.

**François Hollande a dit qu'il « n'aimait pas les riches ». Emmanuel Macron invite la jeunesse à s'enrichir. Laquelle de ces deux France va l'emporter ?**

**A. T. :** Durant les dernières décennies, la France s'est désindustrialisée de manière folle. Le drame français vient de là : la victoire de l'esprit petit-bourgeois, synonyme de détestation du monde ouvrier. Si bien que la France moderne, celle qui vise à des activités à haute valeur ajoutée, est devenue minoritaire. Emmanuel Macron a porté cet espoir de modernisation. Ce qui a contribué à déclencher le mouvement des gilets jaunes, de la France pauvre pré-ou para-industrielle. Si l'on veut une France qui gagne, il faut la faire entrer à nouveau dans le monde industriel. C'est-à-dire faire de l'amélioration de la condition ouvrière une des priorités nationales.

**Recueilli par Antoine d'Abundo**

(1) Auteur de *Macron* par Touraine, Éd. de l'Aube, 176 pages, 17,40 €.